

L'UD FO 91 interpelle le Préfet et informe des Maires

L'Union Départementale FO de l'Essonne est révoltée par le comportement irresponsable de certains employeurs. Non contents d'avoir obtenu la remise en cause des Comités d'entreprise, des Délégués du personnel, et surtout des CHSCT par un regroupement sous le Comité Social et Economique, ils empêchent par des manœuvres le bon fonctionnement de cette instance unique.

Parfois une commission la complète... le CSSCT.

Aujourd'hui, l'un des fleurons essonnien de l'irresponsabilité et du mépris des instances se trouve à Montlhéry... La Compagnie de bus KEOLIS MEYER fait pression sur des élus en les menaçant de licenciement.

Pourquoi ?

Parce qu'ils ont vérifié l'état des bus qui partaient du dépôt.

Quand la sécurité des salariés concerne les usagers, cela déborde de la sécurité essentielle des travailleurs de l'entreprise, mais elle concerne aussi tous les usagers qui se rendent au travail, à l'école, et autres.

C'est pour cela que l'Union Départementale FO de l'Essonne s'est fait le relais du travail de ses militants en informant le Préfet de l'Essonne, les Maires des villes desservies par ces bus, Ile-De-France Mobilité, KEOLIS IDF et l'Inspection du Travail.

Maintenant, ils savent qu'une entreprise veut faire taire des élus en menaçant de les virer.

La liste des anomalies relevées est longue : Voyant allumé « défaut frein immobilisation », Témoin allumé « se rendre dans un atelier », Témoin allumé « panne système extinction incendie », Entaille sur pneu arrière droit (véhicule devant sortir pour un ramassage scolaire), trappe arrière droit mal vissée, Voyant moteur, Pneus lisses, Desserrage d'écrou d'une roue, Alcotest déplombé, Désembuage en panne aune visibilité, Défaut pression d'air pour les freins, Radio hors service aucun contact avec la régulation en cas d'accident ou d'agression... et n'est pas exhaustive.

Immédiatement, la hiérarchie directe n'a pas fait sortir les bus les plus problématiques. Manifestement, elle est déjugée par la direction de KEOLIS MEYER qui préfère virer des élus.

Face à un tel employeur, l'Union Départementale FO de l'Essonne suivra ce dossier de près pour la défense des intérêts des salariés et de ses militants. Elle n'acceptera ni sanction, ni licenciement de ses militants.

Au pouvoir politique d'agir pour ce qui relève de leurs responsabilités face à un opérateur privé de transports publics irresponsable.

L'Union Départementale FO de l'ESSONNE en profite pour remercier tous les travailleurs qui seront mobilisés pendant les fêtes de fin d'année et tout au long de l'année sacrifiant week-end, jours fériés, nuits... au bénéfice de l'ensemble des concitoyens. C'est aussi le cas de tous ceux qui nous permettent de nous déplacer 7 jours sur 7.

« Ça se respecte et ça se fait respecter ! »

Evry-Courcouronnes, le 24 décembre 2021

